L'ÉDITO D'UN LECTEUR

8 Mai 1945, ou le génocide commis par la France coloniale

Dans une folie meurtrière, les agents de «la patrie des droits de l'Homme» massacrèrent des milliers de vies humaines.

Des milliers d'Algériennes et d'Algériens qui réclamaient pacifiquement leur liberté, leur indépendance. Une indépendance que la France avait pourtant promis d'accorder à l'Algérie, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

Promesses vaines. Promesses hypocrites. En revanche, une répression sanglante ! C'était là la réponse de la France coloniale aux manifestations populaires organisées par le PPA.

Des banderoles où l'on pouvait lire «Vive la démocratie», «Vive l'Algérie indépendante» ou «A bas l'impérialisme» ; des drapeaux vert et blanc flottant au vent ; un hymne «Min Djibalina» entonné à tue-tête par des milliers de voix…

Et soudain, des coups de feu ! Le premier martyr tombe à Sétif. C'est le drame. Le début du carnage…

Du 8 au 16 mai 1945, en un peu plus d'une semaine, tout est mis en œuvre pour perpétrer l'un des plus grands génocides que l'histoire ait connus.

La légion étrangère, les tirailleurs sénégalais, les prisonniers italiens libérés pour la circonstance, l'aviation, les divisions blindées, et même la marine, étaient tous de la partie. Une partie funeste.

Les rescapés de Sétif, Guelma, Kherrata, Aokas, Melbou…

Ils se souviennent. Ils se souviennent de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants, de ces vieillards.

Au total 45 000. Tous martyrs pour avoir réclamé un droit légitime.

Ce crime contre l'Humanité restera à jamais gravé dans la mémoire collective, car un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir.

Khaled Lemnoue

POUR ÉCRIRE À VOX POPULI
farahmaamar@yahoo.fr

On leur avait fait le serment que leurs veuves et leurs enfants ne manqueraient de rien…

Tout d'abord, je m'incline devant la mémoire de tous les martyrs de la Révolution, ces hommes et femmes qui ont sacrifié leurs vies pour une seule et même cause juste : l'Algérie libre et indépendante. Parmi le un million et demi de chouhada, figure mon père, feu Mestour Saïd. Il est tombé au champ d'honneur le 25 avril 1958 au lieu-dit Oued Felli au sud de Tizi-Ouzou.

Originaires de Bétrouna, ses parents ont été expropriés par l'administration coloniale, ils ont été contraints de quitter leur village pour ne pas voir des étrangers fouler leur terre et rejoint le village voisin, Bouhinoun au sud de Tizi-Ouzou, où naquit mon père le 8 avril 1908. Son frère aîné fut emmené à la Seconde Guerre mondiale, pour le service militaire, et n'a plus jamais donné signe de vie. Le plus jeune activait en France jusqu'à son retour au pays en 1962.

Pour rappel, la région a connu de grands évènements lors de la Révolution. Situé non loin du centre-ville, le camp de l'armée était implanté au cœur du village et la SAS à quelques kilomètres plus haut à Alma (qui signifie haut et plat). Cet endroit a été choisi par l'armée coloniale pour sa situation géographique très stratégique, il servait d'observatoire grâce à sa vue aérienne à vous couper le souffle et tellement il est beau et haut à la fois. A l'aide de jumelles, ils pouvaient visionner ce qui se passait dans les villages alentour à des kilomètres à la ronde.

Si le site est pittoresque, il a malheureusement servi de lieu de torture. Un immense chêne centenaire utilisé comme potence est toujours là pour nous rappeler les châtiments atroces que les soldats infligeaient à ceux qui osaient les défier. D'ailleurs, les habitants du village l'appellent «thakaroucht boulma». Ce lieu hautement symbolique a été jalousement conservé. Même le socle sur lequel on attachait la corde est encore implanté dans le tronc de l'arbre martyr.

Les autorités devraient sauvegarder ce lieu de la mémoire pour que les générations futures n'oublient pas. Ce territoire martyr s'étend depuis la plaine de Bouhinoun, Ath Ouanech, Alma, Bouassem, Akendjour jusqu'à Ighil l'mal, il s'agit du douar Benizmenzer. Rappelons que les maquis de Amejoudh, Aguergour avaient été complètement rasés au napalm.

Mon père était déjà engagé depuis le MTLD, le PRA, et a côtoyé les grands noms de la Révolution, il était membre permanent de la glorieuse ALN et fut nommé chef de Front du «vaillant» FLN de Bouhinoun, distant de 7 km du chef-lieu et ce, jusqu'à la fin. Au fait, y a-t-il une différence entre le FLN de l'époque et l'actuel ? Alors pourquoi mon père, ayant été honoré et décoré de médailles, est resté dans l'ombre ?

Suite à sa dénonciation, il a été arrêté et mis en prison où il a subi des tortures sur tout le corps et a failli perdre la vue. A ce propos, je me suis présentée au ministère de la Justice, service des archives, pour récupérer son jugement, on m'a dit de voir avec les témoins qui l'ont connu à l'époque. Cela remonte à 60 ans au moins, et la plupart de ces personnes sont peut-être décédées. Alors à qui doit-on s'adresser dans ces cas-là et quelle est la procédure à suivre pour récupérer ce document ainsi que d'autres qui ne nous ont pas été remis.

Cette commémoration est doublement symbolique et significative pour moi, et pour cause ! Mon père aurait eu 100 ans ce 8 avril 2008. Même s'il est très douloureux d'évoquer ces souvenirs et de parler de lui au passé, c'est mon devoir de lui rendre hommage à juste titre. Ne l'ayant pas connu, ma mère nous parlait beaucoup de lui et c'est à travers elle que je relate les évènements de la guerre qu'on a vécue indirectement. Elle aussi, a participé à ses côtés. Elle faisait la cuisine avec d'autres femmes du village pour les moudjahidine qui se réunissaient chez nous et elle enfouissait la vaisselle dans une cache sous terre.

Elle passait les munitions dans son panier ainsi que des liasses de billets de banque qu'elle dissimulait autour de sa ceinture et portait mon frère sur son dos pour passer inaperçue. Elle s'en est très bien sortie et elle est encore toute fière aujourd'hui que les soldats français ne l'ont jamais soupçonnée. Ma sœur aînée a aussi joué son petit rôle, à 10 ans à peine on l'envoyait faire le guet et voir si la voie était libre. Ma mère a été traumatisée par cette guerre, d'abord ses enfants étaient en bas âge et malgré ça elle devait faire face à la situation et surtout quand mon père devait se déplacer. Malheureusement, il est tombé dans une embuscade et pris en chasse par hélicoptère. Il était blessé et fuyait à travers champs.

Les soldats au sol l'ont rattrapé et l'ont traîné à bras le corps. Il avait le courage de les insulter avant qu'ils ne l'achèvent. Les moudjahidine ont appelé ma mère pour le reconnaître avant sa mise en terre. C'était sûrement un spectacle insoutenable, elle l'a vu baignant dans son sang et son index figé sur sa bouche : il est mort en bon musulman. Elle en parle encore 50 ans après comme si c'était hier. On pourrait écrire un livre sur son histoire si elle pouvait s'exprimer tant qu'elle est encore en vie.

En dépit de ce qu'elle a enduré, il ne lui a été reconnu aucun droit de mérite. Pourtant on leur avait fait le serment à ces Hommes que leurs veuves et leurs enfants ne manqueraient de rien et seraient pris en charge par les frères qui leur survivraient ! On les appelle des ayants droit mais à quoi s'il vous plaît ? Nous avons été des laissés-pour-compte depuis l'indépendance. Nous avons été lésés dans nos droits. Nous avons été élevés au dinar symbolique que ma mère était obligée de faire le ménage pour subvenir à nos besoins. Elle nous a quand même éduqués dans le respect et la dignité. N'ayant que sa pension comme moyen de subsistance et ne pouvant payer son loyer, elle a été désignée comme concierge de son immeuble. Il n'y a pas de sot métier quand il s'agit de gagner sa vie à la sueur de son front et elle était respectée de tous.

Elle a effectué toutes les démarches nécessaires pour obtenir une aide quelconque de la part des autorités compétentes mais en vain. Dieu seul sait qu'elle a galéré à l'époque entre Châteauneuf, place des Martyrs et Vieux-Kouba et sans aucun aboutissement.

En désespoir de cause et en femme résignée et très pieuse, elle se consolait à dire qu'elle aurait sa place dans la Rahma Divine et notre père n'a fait que son devoir et nous a légué l'Algérie en héritage, c'est dire à quel point elle était nationaliste.

Enfin, une loi a été adoptée concernant l'aide à la construction rurale. Ma mère a fait une ultime demande d'aide financière pour entamer une construction sur un lopin de terre hérité de sa famille en Kabylie, et ce, dans le but d'accueillir ses petits-enfants, sa demande n'a pas eu gain de cause et la maison est restée inachevée. Nous vivons depuis 45 ans à ce jour dans un studio de 24 m².

Si je vous écris aujourd'hui, c'est dans le but de rendre un grand hommage à mes parents pour qu'ils ne demeurent plus dans l'anonymat et perpétuer l'histoire.

Mme O. Mestour

LES MESSAGES

La manif oubliée du 26 mars à Alger

Le Printemps berbère a commencé avec l'arrestation de M. Mammeri durant le mois de mars de l'année 1980. La presse a toujours rapporté ce qui s'est passé (manifestation du 7 avril à la place du 1er-Mai, la prise d'assaut de l'université de Tizi-Ouzou le 20 avril 1980), mais elle n'a soufflé mot sur une première manifestation.

Cet événement, que je considère majeur, a toujours été occulté ou oublié. Et pourtant, il est à mon sens très important : la manifestation du 26 mars à Alger, à partir de la place des Martyrs jusqu'à la place Emir-Abdelkader, là où nous avons été dispersés par la police à coups de matraque, sous les regards stupéfaits du fondateur de l'Etat algérien qui n'a pas compris le pourquoi.

Cette manifestation n'a pas beaucoup fait parler d'elle parce qu'il n'y avait aucune personnalité d'envergure impliquée dans sa préparation et dans son exécution. Ce ne sont que de jeunes étudiants des instituts de Boumerdès, en coordination avec Tizi-Ouzou, Ben Aknoun et la Faculté centrale, qui l'ont réalisée. Les structures de l'UNJA ont tout fait pour faire avorter la première manifestation sur la revendication identitaire de l'Algérie indépendante. Ils ont dépêché leurs adhérents à Tizi-Ouzou pour leur dire que Boumerdès se rétracte, et à Boumerdès pour annoncer qu'Alger ne veut pas marcher et vice-versa. Durant la soirée du 25 mars, c'était le branle-bas de combat pour l'UNJA qui était chargée d'empêcher la manifestation. Elle ne devait pas avoir lieu.

Ce jour-là, durant la matinée du 26 mars, à la place des Martyrs, il n'y avait que les étudiants de Boumerdès pour marcher. Nous avions eu peur mais nous étions motivés pour nous exprimer. Au premier cri (Imazighen, liberté d'expression, …) poussé par les plus courageux et à la vue de la première banderole, beaucoup ont rejoint le cercle et ont commencé à marcher. Nous n'avons été rejoints par les étudiants de la Fac centrale qu'à l'entrée de la rue Larbi-M'hidi.

Aucune institution officielle n'a voulu croire à l'organisation de cette marche du 26 mars 1980. Comment des jeunes étudiants peuvent-ils braver le système ? Cela est à leurs yeux impossible. Et pourtant, elle a bien eu lieu et ce jour-là, Alger était dans l'émoi pour certains et la stupeur pour d'autres.

L'objectif de ce papier n'est pas de relater le 1er Printemps berbère car il y a des spécialistes qui l'ont fait avant moi et qui peuvent faire son histoire. Etant jeune étudiant à l'époque, j'ai participé modestement à cet événement majeur et je souhaite que l'on réécrive l'histoire de ce mouvement, avec tous les acteurs, sous toutes ses facettes : le printemps n'en sera que plus beau.

Un citoyen qui a vécu l'événement
I. Z.

Les harraga, ces pauvres jeunes désespérés

Le phénomène des harraga prend une dimension plus que dramatique dans notre pays, et comme d'habitude, la télévision tente de jeter la responsabilité sur ces pauvres jeunes désespérés au lieu de dire la vérité au peuple et les vraies raisons de cette catastrophe par le biais de Samir Chaâbna, qui est à l'origine de l'émission «Sans visas». Ça rappelle l'histoire d'un gars de mon village : après avoir fini une formation de 5 ans en Allemagne et en rentrant définitivement au pays, il était assis entre un Allemand et un Algérien dans un vol d'Air Algérie. Le gars s'est mis à pleurer et l'Allemand lui a demandé la raison de son chagrin, notre compatriote a répondu dignement qu'il est tout excité de rentrer au pays.

A son tour, l'Algérien lui a posé la même question : pourquoi vous pleurez ? Là, le gars a été honnête car il s'agit d'un «entre-nous» et il a répondu : je pleure car je rentre en enfer définitivement. Alors soyons dignes comme ce pauvre gars et dites-moi Monsieur Chaâbna, vous demeurez où ? Est-ce en Algérie ?

La meilleure façon de respecter ces harraga et surtout la mémoire de ceux qui ont perdu la vie, c'est de ne pas rater l'occasion de se taire au lieu de raconter des salades à un peuple vacciné et non juste averti.

B. Habbib
Ottawa

Un revenu individuel à vie !

Lecteur assidu du *Soir D'Algérie* qui me permet de m'exprimer dans Vox Populi, je me permets cette fois-ci de pousser un coup de gueule : de l'argent à vie pour tous les Algériens !

Alors que l'Algérie est riche et gaspilleuse, flambeuse même, des Algériennes et des Algériens sont sans le sou ! Et survivent grâce à des combines... ou aux crochets d'un parent, d'un proche ou d'une âme charitable.

La mendicité, le vol ainsi que les aides occasionnelles de l'Etat, tels les couffins de Ramadan, ne font que rabaisser la dignité humaine au niveau des semelles...

Ce qu'il faut pour que chacun garde sa dignité sauve tout le long de sa vie, c'est que l'Etat instaure un revenu individuel à vie pour toutes les citoyennes et tous les citoyens en plus d'un salaire ou d'un bénéfice tiré d'un commerce ou d'une activité libérale, qu'ils pourront avoir au cours de leur vie...

De ce fait, les maigres indemnités des femmes au foyer, les rachitiques allocations familiales, les minuscules bourses d'étudiant, les diverses aides symboliques et les pensions de retraite ainsi que tous les autres revenus, tels ceux des moudjahidine et ayants droit des chouhada doivent sauter.

Abdelkader-Kamel Ouahioune
Ouled Yaïch (ex-Dalmatie)

Où va la jeunesse ?

Quel avenir attend nos jeunes ? Est-ce qu'il est écrit que nous souffrirons toute notre vie et mourrons dans le silence ? Nos jeunes sont les seuls au monde à demander peu de choses ; ils demandent seulement du travail, une maison et le mariage.

Autrement dit, nos jeunes rêvent d'avoir un emploi et une petite maison pour se marier alors que leurs semblables vivant en Europe rêvent de châteaux sur la lune, de villes sous les mers et de petites maisons sur les nuages…

Pourquoi l'Algérie a-t-elle privé ses fils de besoins si simples et nécessaires ? Où vont nos jeunes comme ça, devant le mutisme des responsables du pays ? Bien sûr, ils se dirigent vers la drogue, le suicide, le banditisme, le terrorisme, l'émigration clandestine «harga». «Je préfère mourir noyé que de rester ici et mourir de faim», a dit un jeune.

Au secours, nos jeunes sont exposés à de vrais dangers. Qu'attendent les charlatans pour sauver cette jeunesse à l'agonie ?

Nos charlatans promettent de changer la situation, d'aider les jeunes à chaque rendez-vous électoral. Où sont leurs promesses ? Ils mentent tous ; au contraire, ils veulent que les problèmes des jeunes restent sans solution pour qu'ils y puisent leurs discours politiques mensongers.

Capussa1@yahoo.fr
Sidi Bel-Abbès